

Compte rendu de la conférence du 28 mai à Montpellier II « *Vraies et fausses raretés* » d' Erik Orsenna

Thierry Ruf
Conseiller municipal de Jacou (Hérault)

1. Le cadre de la conférence

Vendredi 28 mai, l'écrivain et académicien Érik Orsenna est invité à donner une conférence dans le cadre du bicentenaire de l'université de Montpellier II. Sous le patronage de l'unité HydroSciences, l'auteur de « L'Avenir de l'Eau » intervient aussi en soutien au pôle mondial de l'eau labellisé le 11 mai par le gouvernement. Le sujet de la conférence était un peu énigmatique : Eau : *vraies et fausses raretés*. De quoi s'agit-il ? De l'eau ? Non, pas vraiment, M. Orsenna annonce simplement son prochain centre d'intérêt, la question des matières premières.

2. Les propos résumés

Voici d'abord le compte rendu reprenant l'essentiel des propos rédigé à partir de notes et d'écoute de l'enregistrement.

L'intervention commence par l'expression d'une réjouissance, celle de la création du pôle de l'eau à vocation mondiale à Montpellier. La vocation est là, c'est l'essentiel. Après avoir félicité une fois de plus M. Bernard Pouyaud comme éminent glaciologue (il se trouvait aussi à la tribune en tant que président de l'association Verseau, l'outil de promotion du pôle mondial de l'eau), M. Orsenna aborde son nouveau sujet, en précisant bien qu'il s'agit de points de vue provisoires. Il s'apprête donc à voyager en Bolivie pour voir ce qui se passe sur le lithium, au Congo pour le cuivre, en Chine pour le recyclage des déchets électroniques, en Afrique du Sud pour le charbon et au Bangladesh pour le démantèlement des bateaux. M. Orsenna explique que, s'il vivait dans les années 30, il aurait travaillé comme Albert Londres, soutenu par les journaux ; dans les années 50, il aurait reçu l'appui de mécènes ; actuellement, financer une telle recherche provient du réinvestissement des ventes de ses propres livres, et il incite donc l'assistance à acheter ses livres (rires dans la salle).

Inspiré par certains cercles d'économistes, l'académicien classe trois types de raretés: la rareté opiniâtre, la rareté paresseuse et la rareté psychologique.

On peut définir la **rareté opiniâtre** lorsqu'il n'y a aucun substitut à la matière. C'est la fin de la disponibilité de la ressource. Pour les « terres rares » (contenant des métaux rares), la Chine a une position dominante. Le pétrole entre en partie dans cette catégorie et sa moindre disponibilité provoque l'augmentation des prix. Cependant cette augmentation incite les industriels à reprendre l'exploitation de certains gisements qui deviennent rentables, même avec des conséquences environnementales négatives. D'un autre côté, si les Chinois voulaient autant de voitures qu'en Europe, il n'y aurait plus d'acier pour les autres pays du monde. S'ils consommaient autant de papier que nous, 80 % des forêts seraient exploitées. Cependant, ces raretés là peuvent évoluer avec le changement des méthodes de production.

La modification des régimes alimentaires dans le sud conduirait à une demande accrue de viande qui provoquerait une consommation énorme d'eau. C'est ce que montre l'approche de l'eau virtuelle : un kilo de viande demande 13 000 l d'eau alors qu'un kilo de pommes de terre en prend 100. Mais une rareté encore plus opiniâtre est celle de la terre arable, du fait de l'érosion, de la pollution et de l'urbanisation. Chaque année 5 millions d'hectares de terres

disparaissent. En France même, on constate la perte de terres équivalant à un département tous les 10 ans. Ainsi, les hypermarchés consomment pour chaque installation des blocs de 25 ha de terres agricoles. Dans les pays du Sud, des investisseurs étrangers achètent des millions d'hectares comme au Congo ou à Madagascar. La terre agricole, c'est une rareté opiniâtre.

La **rareté paresseuse** correspond au cas de figure où l'on n'a pas assez investi. Ainsi dans 80% des cas, le manque d'eau est dû, non pas à un déficit de ressources, mais à un manque de financement. L'eau ne reçoit que 5 % des budgets d'investissement dans le monde. Les solutions techniques existent mais c'est l'ordre des priorités qui n'est pas bon. Les gouvernements s'en foutent. Remonter l'investissement, c'est supprimer la rareté. C'est ce qui se fait, par exemple, à Alger avec une offre durable en eau à partir de nouveaux barrages. La Banque Mondiale en tient compte, elle a réinscrit l'investissement pour l'eau dans ses priorités.

En ce qui concerne l'énergie solaire et d'autres formes d'énergie, on pourrait aller beaucoup plus loin. On ne l'a pas fait parce qu'on a trouvé plus pratique de consommer du pétrole. Regardons la Chine, en 1990, on dénombre 10 000 vélos électriques et 20 ans plus tard, en 2010, les Chinois en utilisent 120 millions.

La crise existe seulement en Europe, ailleurs, il n'y a pas de crise. Le patron d'Essilor, qui fabrique des lunettes, confie qu'au Brésil, son entreprise est en très forte croissance et il l'explique par le succès de la lutte contre la pauvreté. Les 15 millions de personnes, qui accèdent actuellement à un revenu légèrement supérieur au revenu minimal pour vivre, consacrent le surplus d'argent à l'achat de lunettes pour bien voir.

La crise est la conséquence d'une mauvaise adaptation de l'Europe au monde aujourd'hui. Nous sommes dans une croissance paresseuse, une rareté paresseuse. La première rareté existe en termes de savoir. Il faut être le meilleur dans ce domaine. En tant que membre du conseil supérieur de l'École Normale Supérieure, l'académicien témoigne que les meilleurs mathématiciens français sont engagés comme traders pour travailler sur des modèles financiers spéculatifs. C'est une mauvaise place pour ces talents de la communauté nationale. En Inde, on forme 100 000 ingénieurs électroniciens par an. M. Orsenna a également travaillé depuis deux ans avec la société Airbus pour raconter la réussite du projet de l'A380. Il signale que la Chine a acheté 20 appareils, mais que seulement 19 volent. Devinez à quoi a servi le 20e appareil ! (rires dans la salle)

La Chine ne fabrique plus le bas de gamme. Elle travaille sur les meilleures technologies. En ce sens, l'annonce du pôle mondial de compétitivité sur l'eau réjouit l'académicien. La bataille économique devient violente. En conséquence il faut mettre ensemble les forces du public, du privé et des associations. L'université de Harvard finance des projets compétitifs à hauteur de 40 milliards de dollars. L'université de Montpellier 2 annonce 6 à 8 millions d'euros. Il manque au moins 2 zéros après ce chiffre.

Enfin il y a les **raretés psychologiques**. On est pris en otage par le court terme. Dans d'autres pays, on raisonne à long terme. Par exemple, au Brésil, le peuple s'oriente résolument vers le futur ; les Chinois parlent de retrouver leur place. Nous, nous sommes dans la nostalgie. Lorsque le président Sarkozy demanda à Érik Orsenna son avis sur l'opportunité de créer un musée de l'histoire de France, celui-ci répondit que ça n'en valait pas la peine, parce que nous vivons déjà dans le musée (rires dans la salle).

M. Orsenna termine son exposé en déclarant qu'il aime l'État, qu'il a été longtemps fonctionnaire, mais que l'État d'aujourd'hui, avec ses dettes, n'a plus les moyens de penser dans le long terme. Il rappelle une idée de son livre *L'Avenir De l'Eau*, en affirmant qu'un élu préfère inaugurer une nouvelle usine de production d'eau construite dans le court terme que de choisir la réhabilitation des réseaux dans le long terme. La question devient comment donner du prix au long terme par rapport au court terme, à l'invisible plutôt qu'au visible, dans une société soumise aux médias. Il poursuit par une affirmation provocatrice : le développement durable est-il compatible avec la démocratie ? Certes, il s'affirme démocrate mais la pression du court terme et du visible est trop forte.

Les Etats sont aux abois et agissent sur du très court terme, pour savoir ce qu'il faut faire dans les trois ou six mois qui arrivent. Tandis que les entreprises, elles, ont des plans sur 20 ans pour leur développement.

M. Orsenna continue : « quand vous arrivez quelque part dans un pays, au bout d'une heure vous percevez le sentiment (difficile à mesurer) que ce pays a la « gnaque » où qu'il ne l'a pas. Quand vous revenez en France, je ne vous dis pas le sentiment qu'on a ». C'est la tétanie, la peur. Nous avons un rapport hallucinant avec la Science. À chaque fois qu'il y a une invention, on la rejette. Tout scientifique serait membre d'un grand complot. On privilégie l'opinion par rapport au savoir. Celui qui n'a rien fait, qui ne connaît rien, est formidable. Celui qui a travaillé toute sa vie, qui a conduit de nombreuses expériences, est victime d'obscurantisme. Dans les autres pays, on sait assumer les risques. Christophe Colomb ne serait jamais parti s'il avait tenu compte du principe de précaution (rires dans la salle).

M. Orsenna ne peut s'empêcher de recourir à son répertoire humoristique : il ajoute celui qui se marie ne le ferait pas s'il tenait compte de ce principe de précaution... (rires et offuscations)

S'il faut prendre conscience des menaces, il faut répondre aux besoins par de nouvelles entreprises et les nouveaux emplois, et croire à ce qu'on sait (applaudissements).

3. Quelques points du débat avec la salle

Plusieurs interventions permettent à Erik Orsenna de reprendre l'idée des excès de principe de précaution, alors que le risque serait « la partie noble de l'espèce humaine ». Partant des considérations générales sur la grammaire française, l'écrivain affirme qu'il faudrait supprimer les options jusqu'au bac, alors qu'actuellement on spécialiserait les enfants dès la maternelle. Ceci l'amène à revenir au pôle de l'eau à vocation mondiale, « qui ne devrait pas être colonisé seulement par les ingénieurs et techniciens. L'eau c'est le reflet et le moteur des sociétés humaines. Ce n'est pas uniquement de la technique, il faut la dimension des sciences humaines, de manière à faire accepter les techniques. La légitimité ne se décrète pas par les seuls résultats techniques. Donc, il n'y a pas de développement durable sans démocratie ».

Pourtant, Éric Orsenna revient immédiatement sur cette phrase en citant une nouvelle anecdote, à propos du coton et des problèmes de pollution de la Chine, qui jouent sur le long terme. En s'entretenant avec un dirigeant chinois, l'écrivain lui demande si la Chine ne craint pas la concurrence de l'Inde. La réponse est non, nous on décide et on met en place des règles nouvelles tandis qu'eux, ils ont les mêmes problèmes et ils sont démocrates...

Ces dernières remarques m'incitent à prendre la parole. Je rappelle que j'ai été amené à faire une critique écrite du livre sur l'avenir de l'eau diffusée sur Internet, et que M. Orsenna a refusé tout débat contradictoire à ce sujet. Si les sciences humaines sont conviées au travail sur l'eau, elles doivent le faire en prenant toutes les échelles d'appréhension des questions de société, du niveau local jusqu'aux questions politiques globales. En particulier, entre le niveau des grands décideurs publics et privés (que M. Orsenna connaît le mieux), et le niveau des individus consommateurs de ressources, il y a tout le champ des sociétés locales, des collectivités territoriales, des organisations intermédiaires. Ce sont ces échelons qui permettent de comprendre les rapports entre une société et ses ressources. Ils ne sont pas présentés dans la démarche de l'avenir de l'eau de M. Orsenna, qui oppose le public décrit comme inefficace, au privé considéré comme la solution inéluctable. Par ailleurs, avec d'autres scientifiques, j'ai signé un appel pour mettre en garde notre communauté universitaire et scientifique et l'ensemble des citoyens au risque pris par la constitution du pôle de l'eau de Montpellier. Celui-ci associe des équipes de recherche et d'enseignement supérieur motivées par l'intérêt général à des entreprises dont les objectifs sont parfois très différents. Singulièrement, le rôle dévolu aux sciences humaines et sociales dans le pôle à vocation mondiale est de favoriser la conquête de marchés dans les pays étrangers, et cet objectif ne correspond en rien aux travaux d'analyse sur les dimensions sociales, institutionnelles et sur les politiques publiques de l'eau.

M. Orsenna, visiblement agacé, considère que la critique en 19 pages de son livre relève de l'insulte. Le glaciologue Bernard Pouyaud, retraité de l'IRD mais actif président de Verseau, affirme qu'il y a de la place pour tous les géographes et autres sciences sociales dans le pôle eau. Il confiera juste après la conférence qu'il est lui-même l'auteur du texte sur les sciences humaines dans le document du pôle eau (voir le dossier sur le site www.jacou-ecologie.fr). Quelle discipline scientifique accepterait une telle pratique ?

Par ailleurs, il est intéressant d'apprendre que, dans une enceinte universitaire, la critique argumentée, écrite et conçue pour provoquer un débat contradictoire, est classée par l'académicien dans la catégorie de l'injure. On ne pourra donc jamais éclairer le public universitaire et plus généralement le grand public des cinq divergences sur le fond du travail de M. Orsenna. Au gré des chapitres du livre, on y trouve quatre grandes affirmations non étayées par des démonstrations: la supériorité des marchés de l'eau en agriculture, la supériorité la technique du goutte-à-goutte pour traiter de toutes les agricultures du monde, la supériorité des transferts d'eau entre bassins versants, la supériorité du modèle français de gestion déléguée de l'eau. En outre, figurent des attaques sommaires contre les alternatifs qui réfléchissent à d'autres solutions que la marchandisation de l'eau, et en particulier la fondation France Libertés et Mme Danielle Mitterrand.

Dans la suite du débat, M. Orsenna confirme largement le rapprochement qu'il a fait avec les grands décideurs des grandes entreprises françaises. A propos de l'eau, il conclut que nous devons prendre en compte sa valeur, c'est à dire son prix.

4. La critique du raisonnement présenté ce vendredi 29 mai 2010 à Montpellier II

En prenant un peu de recul sur les catégories proposé par M. Orsenna pour définir les raretés et aboutir à la mise en cause de la régulation, de la précaution et pour vanter les mérites de la prise de risque par les entreprises, je m'inquiète sur la vision du monde des grands dirigeants de notre planète dont M. Orsenna se montre *le passeur d'idées*.

Certes, M. Orsenna a pris la précaution de signaler que sa réflexion n'était pas encore définitive à propos du sujet développé sur les raretés. Cependant les qualificatifs d'opiniâtre, de paresseux et de psychologique dénotent d'emblée des jugements de valeur et des généralisations qui mériteraient une prise de risque moindre, est en tout cas un minimum de précautions.

D'un côté, l'écrivain semble suivre les alertes écologiques sur le caractère limité des ressources (elles remontent à plus de 30 ans). D'un autre côté, il en amenuise les effets en parlant d'ajustement économique par les prix et de transformation des processus industriels. Comme souvent chez cet auteur, dire une chose et son contraire n'est pas très rare. Là où les choses reprennent la forme de la caricature de l'eau, c'est sur le terrain de l'eau virtuelle, avec le chiffre de la correspondance entre la production d'un kilo de viande ou de pommes de terre et l'eau théoriquement consommée (Cette eau est en très grande partie de l'eau de pluie). Sans rentrer dans le détail, cette approche ne tient pas en compte la vision systémique et complexe des agricultures du monde, dont la durabilité repose sur l'association des cultures et de l'élevage pour garantir la fertilité des terres, l'accès au lait pour la nutrition, le transport et la traction animale, la sécurisation des trésoreries des paysans... et même la rétention de l'eau dans le sol que favorise la fumure animale et qui permet de consommer moins d'eau. Les élevages ne posent pas en soi et systématiquement un problème d'eau. En revanche, les modèles de consommation des sociétés peuvent entretenir des déséquilibres alimentaires.

La terre agricole est effectivement une ressource limitée, mais elle est surtout une ressource très mal partagée. Les phénomènes de concentration foncière sont favorisés par les politiques publiques. La marginalisation de paysans sans terre est le produit de raretés construites. S'il y a une opiniâtreté à relever, ce serait celle de promouvoir une nouvelle réforme agraire dans de nombreuses régions du monde. Il en est d'ailleurs de même pour les eaux agricoles accaparées par des entrepreneurs sans scrupule, du fait de la libéralisation des accès à l'eau avec les nouvelles technologies de forage et de goutte-à-goutte.

M. Orsenna évite soigneusement le débat sur la décroissance, mais il insiste sur certains phénomènes de raréfaction des ressources comme des processus inéluctables alors qu'ils sont potentiellement sujets à des politiques de correction et d'ajustement.

Si l'opiniâtreté est loin d'être un concept clair en économie des ressources naturelles, le concept de paresse semble être tout droit sorti du café du commerce fréquenté par les grands de ce monde. Si les réseaux d'eau potable font défaut dans les pays du Sud, les gouvernements ont probablement une part de responsabilité. Mais la situation économique des populations les plus pauvres de la planète d'une part, et le modèle industriel de l'eau universel longtemps proposé aux banques publiques et privées, n'ont pas permis de trouver de solution rapide et est adaptée aux différentes sociétés du Sud. Par ailleurs, les principes de solidarité des villes vers les campagnes n'ont pas pu fonctionner comme en Europe après la deuxième guerre mondiale.

La compréhension des territoires et des quartiers est longtemps restée méconnue dans les villes comme dans les campagnes, alors que localement, des dispositifs et des règles étaient inventées par les populations. M. Orsenna pourrait prendre l'exemple de la ville de Cochabamba en Bolivie, là où une des premières guerres de l'eau a éclaté à la suite de la privatisation de la régie municipale en 2000. Ce conflit n'a pas seulement opposé les tenants du public contre le privé. Il a mobilisé différents groupes organisés disposant de droits d'eau dans les bassins versants autour de la ville, mais aussi des institutions locales urbaines qui

étaient en charge de systèmes d'adduction d'eau spécifiques. Ce concept de paresse est tellement connoté à un certain mépris des personnes, voire de groupes sociaux, qu'il paraît dangereux de l'utiliser. Pour autant, il semble qu'il y ait une surreprésentation effective de la dimension technique et d'ingénierie de l'eau dans l'analyse des situations concrètes et locales et un rôle très confiné des spécialistes de sciences humaines et sociales.

Dans tous les cas que nous connaissons, le recours à ces disciplines est tardif, en fin de projet, au moment où des tensions apparaissent, où des conflits éclatent. Les techniciens, les ingénieurs et les responsables politiques de ces programmes d'adduction d'eau s'étonnent du manque d'acceptabilité de leur projet, mais, de manière générale, ne se remettent jamais en cause. Il est vrai que, même s'ils le faisaient, les infrastructures sont mises en place, et les institutions les administrent comme elles le peuvent : la parole des acteurs du terrain ne peut plus changer grand-chose au système établi.

La paresse supposée responsable du manque de développement des énergies renouvelables en France fait sourire, surtout lorsque le pétrole est considéré comme la source du manque d'imagination. La question fondamentale sur ce sujet est celle du choix politique de l'électricité nucléaire, et non directement les soubresauts des questions pétrolières. Le retard pris dans le développement des éoliennes et du solaire est en grande partie le fruit d'une politique énergétique et financière et ne peut pas s'assimiler à une supposée défaillance des promoteurs de ces énergies ni à leurs utilisateurs militants. Quant aux vélos électriques, si les Chinois les ont adoptés de manière massive, c'est qu'ils disposent de pistes cyclables urbaines sécurisées. C'est rarement le cas dans l'aménagement urbain pratiqué en France dans les grandes villes, dans les villes moyennes, et pour la circulation entre les villages périphériques et les grands centres urbains.

À partir de ces anecdotes plus ou moins fiables, M. Orsenna disserte sur la crise spécifique de l'Europe, liée à notre paresse ou au mauvais emploi des personnes les plus compétentes, au sommet de l'échelle sociale. Nous n'aurions pas compris qu'il faut gagner la bataille de la compétition mondiale et c'est la raison pour laquelle l'objectif unique qui s'offre à nous consiste à favoriser le développement de partenariat public - privé, à l'image du pôle de l'eau à vocation mondiale de Montpellier.

Cela permet à M. Orsenna d'introduire son troisième concept de raretés psychologiques en nous comparant aux Brésiliens ou aux Chinois et en nous assimilant à des pièces d'un musée. Jusqu'où peut aller la caricature ? Tout ceci aboutit à la remise en cause des services publics et de l'État régulateur, un État qui a pourtant assuré pendant de longues années la rémunération de l'écrivain académicien dans les différents métiers qu'il a exercés au plus près du pouvoir mitterrandien. Ces développements conduisent peu à peu M. Orsenna à renverser le cours des choses en donnant à croire que l'État n'a plus de politique à long terme, alors que les grandes entreprises auraient des plans solides sur plusieurs décennies. Quel micmac ! Une fois réglé le sort de l'État écarté de la programmation et de la planification, il s'en prend aux élus des collectivités territoriales dont les objectifs seraient aussi inadaptés pour le bien public, parce qu'ils préféreraient inaugurer des projets visibles et médiatiques alors qu'il faudrait s'occuper des réseaux d'eau souterrains ou des réseaux d'assainissement.

Mais qui rend invisible ces fameux réseaux ? On parle partout d'une éducation à l'économie d'eau, mais l'information détaillée, vulgarisée et appropriée géographiquement pour se forger une opinion est totalement absente de la part des organismes privés et parfois même des

organismes publics. Ce ne sont pas les élus qui sont particulièrement défaillants, c'est le système d'information qui est obscur, incomplet ou inexistant.

Tout ceci conduit en fin de conférence à la formulation de la phrase la plus inquiétante : *le développement durable est-il compatible avec la démocratie ?* Même si, par la suite l'académicien nuancera sa formule au cours du débat sous l'effet de remarques de professeurs ou d'étudiants, la phrase semble être la conclusion de cet exposé préliminaire *sur les vraies et fausses raretés*. Elle conduit au bout du compte à caricaturer les relations supposées détestables entre les innovateurs scientifiques et la population mal éduquée, qui entretiendrait la peur et reléguerait le scientifique à la marge, dans la société française et européenne. A quoi fait référence précisément M. Orsenna ? Les scientifiques en France peuvent-ils vraiment se plaindre de leur place dans la société ? Il semble que M. Orsenna confonde les métiers de producteurs de connaissance scientifique et les métiers d'application technologique de la science. Qu'à cela ne tienne, le but final est bien de déclarer que la culture du risque pris par l'entreprise libérale s'oppose à l'obscurantisme de la précaution, qui est la source de la crise européenne. Ainsi, pour palier aux dérives du néolibéralisme, il faut appuyer encore plus sur les privatisations, marchandiser tout ce qui reste et restreindre la démocratie devenue inutile. Le modèle chinois (ou du moins ce qui nous est décrit à propos de ce pays) fait des ravages dans les élites économiques et politiques de notre pays...

Pour conclure, je ne crois pas à cette pratique du « passeur d'idées » que cherche à incarner M. Orsenna en piochant de façon superficielle dans une multitude de registres allant de celui de certains savoirs scientifiques à celui des opinions des chefs d'entreprise, et celui de l'humour pesant. Je crois à l'avenir fondé sur les médiations collectives pour traiter de questions complexes de développement humain et d'environnement fragilisé par des comportements économiques indignes, passés et encore présents. C'est pourquoi je soutiens avec enthousiasme l'initiative de France - Libertés et de Mme Danielle Mitterrand qui nous incitent à être collectivement des « porteurs d'eaux » avec un message pour réfléchir à la société du futur : l'eau est un bien commun de l'humanité et cela n'a pas de prix. Eh oui, une valeur ne se traduit pas seulement par un prix, M. Orsenna !

Nous devons réfléchir aux institutions nouvelles de l'eau à qui on confierait la charge de gérer l'eau dans des territoires bien définis, en s'appuyant sur les cultures locales de l'eau et sur la diversité des réseaux. Il faut répondre aux attentes des citoyens, mais aussi aux espoirs des salariés des entreprises privées de l'eau, qui veulent servir pour le bien commun plutôt que de répondre aux exigences des actionnaires et de se voir constamment sous le risque du rachat de l'entreprise multinationale par d'autres multinationales au nom de cette compétition violente. Les structures de régulation publique existent en France avec les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Les régies municipales pour l'eau potable et les associations syndicales pour l'eau d'arrosage existent mais sont dispersés. Pour répondre aux besoins, il s'agit d'inventer vraiment une nouvelle manière de gérer l'eau démocratiquement dans des territoires d'usage des eaux. Parce que ce niveau est subtilisé par les entreprises privées, il manque une alternative crédible qui doit faire sens pour l'avenir : c'est l'organisation de mutuelles ou de coopératives de l'eau qui agiraient sur les principes des biens communs, en répartissant les charges d'investissement et de fonctionnement en respectant les vrais principes du développement durable : efficacité économique, équité sociale et environnement ménagé, avec une pratique éthique de la circulation de l'information et de la démocratie.

Jacou, le 31 mai 2010